

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL LE SARMENT BLOND**

19 rue de la mairie 17770 Bercloux

Références : 2026\_132\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0003104197

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement EARL LE SARMENT BLOND implanté 19 rue de la Mairie 17770 Bercloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LE SARMENT BLOND
- 19 rue de la Mairie 17770 Bercloux
- Code AIOT : 0003104197
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'EARL le sarment blond dispose de 2 sites distincts : un premier sur la commune de Burie et un second sur la commune de Bercloux, ce dernier ayant fait l'objet de la visite d'inspection que relate le présent rapport.

Les installations classées présentes sur le site de Bercloux et connues de l'inspection sont liées à l'activité de vinification (rubrique 2251 - régime D).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif et d'action corrective à l'exploitant	1 mois
3	Modification d'une installation ICPE à déclaration	Code de l'environnement, article R.512-54	Demande d'action corrective	1 mois
4	Écoulements accidentels (local de distillation)	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 2.10	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 2.4.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Stockage d'alcools	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Propreté / Désencombrement	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Gestion des effluents	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 5.10.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Prévention des pollutions accidentelles (chai de vinification)	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, article Annexe I - 2.4 et 5.7
10	Épandage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article annexe I - 5.10; annexe II

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de l'inspection les éléments suivants:

- la situation administrative de l'établissement est à clarifier : justificatifs de déclaration de la distillerie et nouvelle déclaration du futur chai de vinification.
- de nombreuses prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 mai 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2250 (production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole) ne sont pas respectées, en particulier concernant le risque incendie (encombrement du local et absence de seuils, de trappe de désenfumage et d'extincteurs).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes d'activités	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
➤ Le site dispose d'installations de préparation/stockage de vins:	
<b>Rubrique 2251 : Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642.</b> La capacité de production étant :	Régime <sup>(1)</sup>
1. Supérieure à 20 000 hL/an	E
2. Supérieure à 500 hL/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hL/an	D
➤ Le site a une activité de production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole.	
<b>Rubrique 2250 : Production d'alcools de bouche d'origine agricole.</b> La capacité de production étant :	Régime <sup>(1)</sup>
1. Supérieure à 1 300 hl/j	A
2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	E
3. Supérieure à 0,5 hl/j et inférieure ou égale à 30 hl/j	D
<i>Nota. : Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics.</i>	
➤ Le site dispose d'installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole	
<b>Rubrique 4755 : Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</b>	Régime <sup>(1)</sup>
1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t	A
2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :	
a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	A
b) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup>	DC
➤ Le site dispose d'installations de stockage de gaz	
<b>Rubrique 4718 : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel</b>	Régime <sup>(1)</sup>
La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant :	
2. Pour les autres installations	
a) Supérieure ou égale à 50 t	A
b) Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	DC
(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique	

**Constats :****➤ rubrique 2251: Préparation, conditionnement de vins.**

Le site a fait l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 2251 des ICPE, pour une capacité de production de 2 620 hl/an.

L'Inspection a pu constater dans le chai de vinification la présence de 10 cuves de 300 hl, portant la capacité totale de la cuverie vin à 3 000 hl.

Le bilan d'activité fourni par l'exploitant pour l'année 2024 fait état de 2 860 hl de vins produits.

Ces installations de stockage de vin sont donc bien conformes aux seuils de la déclaration de la rubrique 2251 des ICPE (500 à 20 000 hl/an).

**➤ rubrique 4755: alcools de bouche d'origine agricole**

Concernant le stockage d'alcools, l'Inspection a pu constater la présence:

- de 2 grandes cuves inox , de capacités respectives 12 et 15 m<sup>3</sup>
- de différents contenants dans le chai à eaux-de-vie, dont l'ensemble n'excède pas 15 m<sup>3</sup>

La QSP totale étant en dessous du seuil de déclaration (50 m<sup>3</sup>), ces installations de stockage d'alcools ne sont donc pas soumises à classement au titre de la rubrique 4755 des ICPE.

**➤ rubrique 2250: Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole.**

Le site comporte un alambic de distillation dont la capacité de charge est de 25 hl. L'installation est donc soumise à Déclaration au titre de la rubrique 2250 des ICPE.

L'exploitant indique que l'installation de distillation a fait l'objet d'une déclaration du bénéfice des droits acquis auprès de la préfecture mais l'inspection n'a pas retrouvé le récépissé de cette déclaration.

**➤ rubrique 4718: Stockage de gaz inflammables et gaz naturel.**

Le site comporte 2 citernes de stockage de gaz. L'inspection a pu constater que les QSP de chacune des 2 installations est de 1,75 t.

La QSP totale (3,5 t) étant inférieure à 6 t (seuil de déclaration), ces installations de stockage de gaz ne sont donc pas soumises à classement au titre de la rubrique 4718 des ICPE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'envoyer à l'Inspection le justificatif suivant:

- le récépissé de déclaration initiale de la distillerie (site de Bercloux), remis par la préfecture au moment de la déclaration;
- ou à défaut, la déclaration d'existence de la distillerie (site de Bercloux) auprès du BNIC lors de leur opération de recensement de 1998.

Dans le cas où ce document mentionnerait un alambic de 7 hl, et étant donné qu'actuellement le site comporte un alambic de 25 hl, l'exploitant doit effectuer une déclaration de modification au titre de la rubrique 2250 des ICPE, afin de corriger ce changement de capacité.

(télédéclaration de modification possible sur le site [www.entreprendre.service-public.gouv.fr](http://www.entreprendre.service-public.gouv.fr)).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles (chai de vinification)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I - 2.4 et 5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux de lavage et déversements accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Annexe 1, 2.4: Rétention des aires et locaux de travail</u> Le sol des aires et des locaux de stockage des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol [...] doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.  <u>Annexe 1, 5.7: Prévention des pollutions accidentelles</u> Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou de vin dans les égouts publics ou le milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Selon l'exploitant, lors des opérations de nettoyage des cuves à vin, ces dernières sont directement connectées à une citerne afin de récupérer les eaux de lavages. Elles sont ensuite destinées à de l'épandage. En cas de déversement accidentel de vin ou d'eaux de lavage, ces derniers peuvent atteindre le regard d'eau pluviale positionné devant le chai et se déversant dans le ruisseau communal situé le long de la route.  L'inspection note également que ce chai de vinification n'a cependant plus vocation à être exploité pour la prochaine campagne. En effet, l'exploitant projette la construction d'un nouveau chai de vinification sur son site. Un permis de construire a été déposé en ce sens en février 2025, ainsi qu'une déclaration de modification ICPE en juin 2024 (cf point de contrôle suivant).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu du transfert à venir de l'activité de vinification sur un nouveau chai au sein du même site d'exploitation, les manquements aux prescriptions constatés ne feront pas l'objet de suites sous forme d'action corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Modification d'une installation ICPE à déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R512-54
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification notable / substantielle
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. II. Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. [...] S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.
<b>Constats :</b>  Une déclaration de modification (changement notable par rapport à la déclaration initiale) a bien été envoyée par l'exploitant en juin 2024. Considérant que: - l'Inspection n'a pas de trace de déclaration initiale d'installation de vinification pour le site de Bercloux; - le projet consiste en la création d'un nouveau chai de vinification; - la capacité de production va plus que tripler suite au projet (2 620 hl à 8 400 hl); l'Inspection considère que ce projet constitue une modification substantielle, impliquant une nouvelle déclaration initiale.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'effectuer auprès de la préfecture une demande de déclaration ICPE <b>initiale</b> concernant le projet de chai de vinification (télédéclaration possible sur le site <a href="http://www.entreprendre.service-public.gouv.fr">www.entreprendre.service-public.gouv.fr</a> ).  Dans le cadre de cette déclaration, l'exploitant doit notamment préciser : <ul style="list-style-type: none"><li>• la capacité de production annuelle de vins en hl/an,</li><li>• le nombre, l'emplacement et la puissance des pressoirs,</li><li>• le nombre, l'emplacement et la capacité des réservoirs pouvant être affectés à la vinification et au stockage de vins</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Écoulements accidentels (local de distillation)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout écoulement accidentel d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est contenu à l'intérieur du local abritant l'unité de distillation ou canalisé vers une rétention extérieure. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. [...] Le volume de cette rétention ainsi que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le local de distillation ne dispose pas de seuils permettant de contenir un écoulement accidentel ou de le canaliser vers une rétention déportée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'installer un seuil ou tout dispositif équivalent séparant le local de distillation de l'extérieur et des autres locaux, afin de créer une rétention suffisamment dimensionnée ou de permettre l'envoi vers une rétention déportée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 5 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs d'évacuation des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux à risque incendie (abritant l'unité de distillation) sont équipés d'un système de désenfumage en toiture ou dans le tiers supérieur du bâtiment permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique ou manuelle. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Dispositions relatives aux installations existantes : la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré.
<b>Constats :</b>  Le local de distillation ne comporte pas de système de désenfumage en toiture ou dans le tiers supérieur du bâtiment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un système de désenfumage / dispositif d'évacuation des fumées respectant les dispositions mentionnées à l'annexe I - 2.4.4 de l'arrêté ministériel du 25/05/12.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Stockage d'alcools**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages d'alcool supérieurs à 40 % VOL sont interdits dans le ou les locaux abritant les unités de distillation, en dehors de ceux en cours de distillation.
<b>Constats :</b>  Outre les cuvons permettant de récupérer les alcools en cours de distillation, 2 cuves de stockage d'alcools (12 et 15 m <sup>3</sup> ) sont installées dans le local de distillation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de ne plus stocker d'alcools au sein du local de distillation, et ainsi de retirer les 2 cuves inox prévues à cet effet.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Propreté / Désencombrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 3.4, 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Pendant la période de distillation, [...], aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le ou les locaux abritant les unités de distillation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local de distillation est empoussiéré et sert de lieux de stockage à de nombreux matériaux combustibles en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à un nettoyage du local de distillation, notamment en le désencombrant de tout matériel stocké en son sein et qui n'a pas trait à l'activité de distillation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, annexe I - 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis formel des services départementaux d'incendie et de secours ;</p>

<p>- d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ;</p> <p>[...]</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est à moins de 200 m d'une réserve en eau publique, de capacité 120 m<sup>3</sup>, référencée par le SDIS17 sous l'identification A17042.0002 avec le statut de disponible.</p> <p>En revanche, le local de distillation ne comporte pas d'extincteur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'équiper son local de distillation avec a minima deux extincteurs de type 144B qui seront judicieusement positionnés et accessibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 9 : Gestion des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012,annexe I – 5.10.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des vinasses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations fonctionnant par campagne de distillation ou de manière saisonnière, la capacité minimale de stockage des vinasses lorsqu'elles sont épandues est de 50 % de la quantité de vin distillé au cours de la campagne de distillation, diminuée de la quantité de vinasses traitée par un procédé autre que l'épandage.</p> <p>Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les effluents produits (vinasses et eaux de rinçage) sont dirigés à l'extérieur dans une cuve enterrée, de capacité 15 m<sup>3</sup> (selon les dires de l'exploitant), permettant de recueillir au moins 50 % de la quantité de vin distillé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il est demandé à l'exploitant de vérifier régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité de la cuve de stockage des vinasses, et de pouvoir justifier du suivi de ces contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 10 : Épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012,annexe I - 5.10; annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Règle générale:</u> L'épandage des vinasses, mélangées le cas échéant avec des effluents vinicoles et les eaux de rinçage de l'unité de distillation, est autorisé si le volume annuel total des effluents épandus est inférieur à 5 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations fonctionnant par campagne de distillation ou de manière saisonnière.</p> <p><u>Dispositions techniques pour l'épandage:</u> L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe II concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage. L'étude préalable et le plan d'épandage sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...] le programme prévisionnel (d'épandage) est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]. Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, est à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le volume annuel des effluents produits étant très en deçà de 5 000 m<sup>3</sup>, l'épandage des vinasses et eaux de rinçage est autorisé. L'exploitant a pu présenter l'étude et le plan d'épandage, ainsi que le plan prévisionnel de la campagne 2024/2025. Une synthèse annuelle du cahier d'épandage a pu être consultée, ces documents n'ont toutefois pas fait l'objet d'une étude approfondie par l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite